

Un autre revers

La preuve que Thibault est humain (C1)



Spectacles

Paul Piché et Dan Bigras comblent les attentes (B4)



La Tribune

lundi

SHERBROOKE
10 octobre 1994
85e ANNÉE - No 198
0,50 (WEEKEND: 1,25\$) Plus taxes

JE BURGER KING PRÉFÈRE NOUVEAU KING EST

PISCINE DE BALLE INTÉRIEURE sur KING OUEST et KING EST 69989

PERSONNALITÉ B6

Les enfants placés dans les familles d'accueil



Marie Malavoy: l'art de saisir l'occasion

L'Estrie affiche un des plus hauts taux au Québec

Daniel FORGUES Sherbrooke

L'Estrie possède l'un des plus hauts taux de placements en familles d'accueil pour les jeunes au Québec, une mesure coûtant annuellement de trois à quatre millions \$ aux contribuables québécois, uniquement pour la région.

Et depuis deux ans, le Centre-jeunesse responsable des placements d'enfants outrepassa son budget afin de répondre aux besoins les plus pressants.

Ces affirmations proviennent de Pauline Bellemarre, chef de service au Centre-jeunesse dépendant de la Régie régionale des services sociaux de l'Estrie.

Mme Bellemarre sait de quoi elle parle quand on l'interroge sur les enfants placés en famille d'accueil. La semaine des familles d'accueil se tient du 16 au 22 octobre.

Pauvreté et chômage

«C'est un problème, on l'admet, on est là pour ça et on se débrouille avec les moyens disponibles», dit-elle.

Pourquoi l'Estrie affiche-t-elle un des plus hauts taux de placements au Québec?

«On attribue ça à la pauvreté et au haut taux de chômage, c'est dans ce milieu là que les problèmes éclatent le plus souvent», répond-elle.

Quelque 460 enfants vivent actuellement dans plus de 300 familles d'accueil en Estrie. Sur une base an-

nuelle, le nombre d'enfants varie de 700 à 800; ils vivent en famille d'accueil pour quelques jours, quelques semaines, quelques mois et même quelques années.

Et le rôle de famille d'accueil n'est pas toujours facile lui non plus. Des suivis sont assurés régulièrement non seulement auprès des enfants mais également de la famille d'accueil qui bénéficie également de

Le milieu naturel

«Si on augmentait le nombre de garderies, je suis persuadée que bien des enfants n'auraient pas à être placés dans des familles d'accueil», confie la chef de service du Centre-jeunesse.

Certains parents voient dans les familles d'accueil une soupape pour prendre un repos, parfois des vacances.

«Ce ne sont pas tous les cas, mais il y en a qui en prennent l'habitude, ce n'est pas toujours facile à détecter», dit-elle.

«Placer un enfant hors de son foyer doit être considéré comme une mesure exceptionnelle», ajoute Mme Bellemarre.

La banque des familles d'accueil se modifie tous les ans.

Certains grandissent, d'autres laissent le milieu.

«On essaie de garder quand même les enfants dans leur milieu naturel, de ne pas les changer d'école s'ils doivent vivre hors de leur famille, ce n'est pas toujours facile», dit-elle.

Un rôle pas facile

Et le rôle de famille d'accueil n'est pas toujours facile lui non plus.

Des suivis sont assurés régulièrement non seulement auprès des enfants mais également de la famille d'accueil qui bénéficie également de

«LA PRISON DE L'AN 2000»



... un certain type d'école

Les détenus du secteur Réflexion jouissent de moins de privilèges que leurs confrères et sont gardés dans un secteur à haute sécurité, rue Talbot à Sherbrooke, une prison où les barreaux sont quasi inexistantes et à l'intérieur de laquelle les détenus sont gardés en trois classes différentes.

Daniel FORGUES Sherbrooke

«La prison de l'an 2000». Voilà comment, dans le milieu, on définit le centre de détention de la rue Talbot à Sherbrooke, l'un des plus modernes au Québec.

Le milieu, c'est le réseau des 25 établissements de détention au Québec.

«Notre directeur ne vous le dira peut-être pas, mais dans le réseau, quand on parle de Sherbrooke, on parle vraiment de la prison de l'an 2000», indique Mario Alié, porte-parole de l'établissement sherbrookoise.

Pourquoi?

«Parce qu'on ne cesse d'y innover depuis son ouverture, il y a cinq ans. On y vit des premières, comme cette visite, il y a deux semaines, du club de motards Maranatha, d'anciens durs convertis au catholicisme.

«Je n'aime pas que l'on parle de premières. Oui, il y a des choses que l'on fait à Sherbrooke et qui ne se font pas ailleurs», concède volontiers le directeur du centre, Eric Houle.

Mais il s'empresse d'expliquer qu'on a dû roder bien des activités depuis cinq ans et qu'on a plutôt innové que fait des premières.

Une école de formation

Eric Houle voit un centre de détention comme une école de formation.

«Il est fini ce temps où tout le monde croyait qu'on devait taper sur la tête des détenus», dit-il.

«Les clients qu'on a ici seront un jour de retour dans la société, ils deviendront les voisins de quelqu'un et reprendront une vie sociale, on doit les préparer à ça et ceux qui veulent collaborer obtiennent toute notre collaboration», indique le directeur.

«Oui, on a réalisé bien des projets dans le sens que l'établissement

est jeune; on fait preuve d'une certaine ouverture d'esprit, toujours dans les limites imposées par le ministère de la Justice», ajoute-t-il.

«Il faut aider les gens, faire che-

DOSSIER

miner l'individu. Ce n'est pas en l'agressant tous les jours qu'on va aider un type à retourner vivre en société; s'il sort d'ici agressif, son agressivité se transmettra dans la société où il aura fait tort à notre

rôle», dit-il.

Voilà pourquoi on a tant d'activités au centre de détention de la rue Talbot.

Combattre l'oisiveté

«Il faut d'abord combattre l'oisiveté, sans ça, les problèmes surgissent tout de suite», dit-il.

Certes, il y a les cliniques sur l'alcool, la drogue et les problèmes de violence, un gymnase, des cours de français, des ateliers où l'on peut travailler, etc.

Il y a aussi ces visites où les détenus peuvent échanger.

Tous les ans, estime le directeur, de 4000 à 5000 personnes de l'extérieur pénètrent dans l'enceinte clôturée de la prison.

«Ces gens-là ne viennent pas ici comme dans un musée, ce sont des visites organisées où il y a des échanges de part et d'autre», explique le directeur, soulignant que même des classes du secondaire venaient rencontrer les détenus.

«Il y a plusieurs organismes qui sont représentés ici, et ça fait partie du cheminement dont on veut faire profiter notre clientèle», dit-il.

L'établissement a un statut particulier; il sert de soupape pour tout

le réseau des établissements de détention du Québec.

Depuis son ouverture, en 1990, le centre de détention de la rue Talbot à Sherbrooke a vu sa capacité d'accueil passer de 83 détenus à 191 détenus moins de cinq ans plus tard.

Certes, un an après son ouverture, on a ajouté un pavillon prévu dans les plans d'origine mais on a surtout augmenté la capacité de la prison en supprimant presque toutes les cellules à occupation simple.

On a ajouté un lit superposé, doublant ainsi la capacité des cellules simples, mais réduisant de moitié l'espace intime des détenus.

«On n'éprouve généralement pas de problèmes entre détenus d'une même cellule et s'il y a un conflit, un détenu peut toujours demander à changer de cellule», dit Mario Alié, agent correctionnel responsable des communications.

«Une telle capacité d'accueil serait inutile pour la seule région de Sherbrooke. Ici, on accueille régulièrement des détenus d'autres régions où le centre fait face à un problème de surpeuplement», dit M. Elie même si, en bout de ligne, la population de l'Estrie constitue la principale clientèle de la prison.

Le centre de détention de la rue Talbot jouit d'un budget de quelque 4,5 millions \$, indique le directeur de l'établissement.

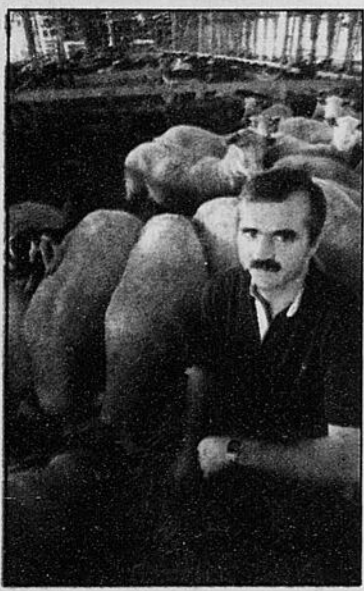
Un bref calcul bien simple laisse voir des dépenses de 12 000 \$ par jour pour gérer cette prison à caractère provincial, c'est-à-dire un établissement où les détenus condamnés à des peines de moins de deux ans vont purger leur sentence.

Sans barreaux ... ou presque (A2)

Cent vingt employés, dont 91 temporaires, 20 pour cent d'effectifs féminins, y travaillent régulièrement.

ÉCONOMIE D1

Un cheptel de 3000 moutons établi à Ranboro



CHEZ NOUS B1

Infotech se lance dans l'aventure au Mexique



MÉTÉO A2

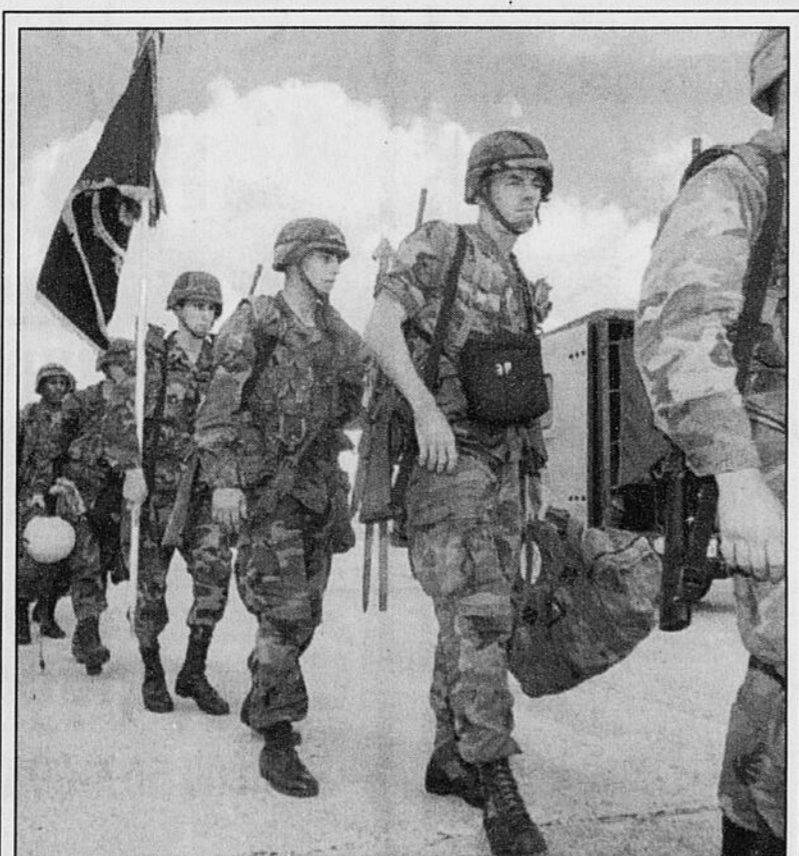
(283e jour de l'année)

Nuageux avec éclaircies: maximum 12
Lever du soleil: 6h56
Coucher du soleil: 18h11
Demain: variable

Au travail 24 heures sur 24 (A5)

l'aide d'intervenants sociaux dans des cas plus problématiques.

«Les familles d'accueil jouent un rôle social très important. Mais quand il se produit un incident impliquant un enfant en famille d'accueil, la publicité se fait moins bonne, ce sont toujours ces familles qui écopent inutilement bien souvent», de conclure Mme Bellemarre.



Autres soldats dépêchés

Les Etats-Unis vont commencer dans les prochains jours à dépêcher dans le Golfe 18 000 Marines et des milliers de soldats de l'armée de terre afin de répondre aux préparatifs militaires irakiens à la frontière koweïtienne, a déclaré hier soir un responsable du Pentagone.

A LIRE EN A6



SOYEZ PRÊT POUR L'HIVER

beaucoup plus de pneus, pour beaucoup moins. MC

Maintenant et tous les jours

SHERBROOKE
1850, RUE KING OUEST
566-0303

FLEURIMONT
1645, RUE KING EST
566-5991

COATICOOK
85, RUE WELLINGTON
849-6321

EMPLOIS POUR ÉTUDIANTS

Mécanicien d'entretien de machines
Code prof: 7311 # 2906068
Lieu: Magog
Salaire: à discuter selon expérience, permanent, temps plein 40 heures/semaine
Exigences: minimum 3 ans d'expérience en mécanique, hydraulique, électricité, capable de gérer un système de maintenance préventive, prêt à voyager.
Cuisinier/ère (mets nord-africains)
Code prof: 6242 # 2902950
Lieu: Sherbrooke
Salaire: 7 \$/heure, permanent 35 heures/semaine, 11 à 13h et 17 à 22h
Exigences: expérience deux ans dans cuisine orientale, personne débrouillard, autonome, responsable, débiter immédiatement
Fonctions: cuisiner couscous, tajine, bastela, halira et brochettes, entrées et desserts orientaux.

Pour plus de détails, rendez-vous au Centre d'emploi du Canada pour étudiants, au 100 de la rue King ouest, à Sherbrooke.

AUTOMOBILE

À lire demain dans
La Tribune

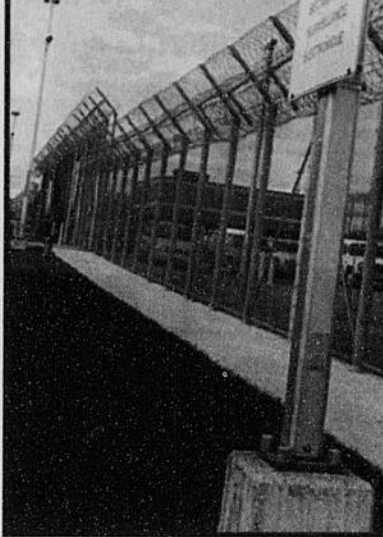


HONDA ACCORD familiale 1994
À NE PAS MANQUER

Une prison sans barreaux... ou presque

Sherbrooke

La vie... derrière les clôtures



barreaux sont rares. Même très rares, quasi inexistant.

«Un centre de détention a un rôle premier à jouer et ce rôle est de priver de sa liberté un individu condamné à une peine de prison», dit M. Alie.



Mario Alie

S'ils sont condamnés à vivre en prison le temps de leur peine, les détenus jouissent quand même d'une certaine liberté à l'intérieur du complexe de la rue Talbot. Ceux du secteur Action iront même jusqu'à tondre la pelouse en dehors des clôtures et débayer les alentours en période hivernale. Ils peuvent circuler librement à l'intérieur du complexe durant certaines heures de la journée. Ces heures de «liberté» sont réduites pour le secteur Motivation tandis qu'elles sont à peu près inexistantes dans le secteur Réflexion. Eux, ils ont droit à une heure de

cour (bien gardée) et jusqu'à trois heures l'été.

Quant aux autres secteurs, les portes se déverrouillent dès 9h le matin et les détenus circulent.

«Ils savent ce qu'ils ont à faire», dit Mario Alie.

Les heures de coucher sont à 23h30 dans le secteur Action, 23h dans le secteur Motivation et 22h30 dans le secteur Réflexion.

Les portes des cellules sont alors verrouillées et on trouve généralement deux détenus par cellule.

Les heures de visite? Tous les jours, à raison d'une heure maximum par visite, maximum de trois visites par semaine.

Les détenus des secteurs Action et Motivation rencontrent leur visite dans un parloir où il n'y a aucun mur séparatoire. On parle alors de visites contacts.

Ceux du secteur Réflexion rencontrent la leur dans une salle spéciale ou une vitre les séparent des gens de l'extérieur, ils doivent communiquer par microphone.

Chaque visiteur est évidemment fouillé.

Le téléphone est disponible dans tous les secteurs, de jour et de soir.

Mais pour éviter que des appels indésirables soient placés, on a adopté le système Débitel en vigueur dans la plupart des centres de détentions.

Chaque appel est considéré comme interurbain; on passe par la téléphoniste qui demande à la personne appelée si elle accepte les frais.

«De cette façon, quelqu'un qui ne veut pas parler à un détenu n'a qu'à refuser l'appel et la téléphoniste y met fin tout de suite», indique Mario Alie.

Les relations entre détenus sont généralement bonnes.

Là où elles sont plus tendues, parfois, c'est dans le secteur Réflexion.

Par exemple, il y a peu de temps, un détenu ayant eu des échanges verbaux assez crus avec un autre a fait chauffer de l'eau chaude et a ébouillanté un autre détenu.

On en est venu aux coups et les deux se sont retrouvés à l'hôpital.

L'un pour des brûlures au deuxième degré sur une bonne partie du corps et l'autre pour une blessure ouverte à un genou.

La raison de l'altercation? Celui qui a été blessé au genou est emprisonné pour avoir séquestré et violenté des personnes âgées, rue McManamy.

«Il y a des charges (accusations) qu'on n'aime pas icitte. Quand tu t'attaques aux vieux ou aux enfants, tu dois t'attendre à avoir des problèmes en dedans», dit-il en entrevue avec La Tribune.

Des accusations criminelles seront portées contre lui suite à l'altercation, et il a perdu immédiatement les quelques privilèges dont il jouissait au centre de détention.

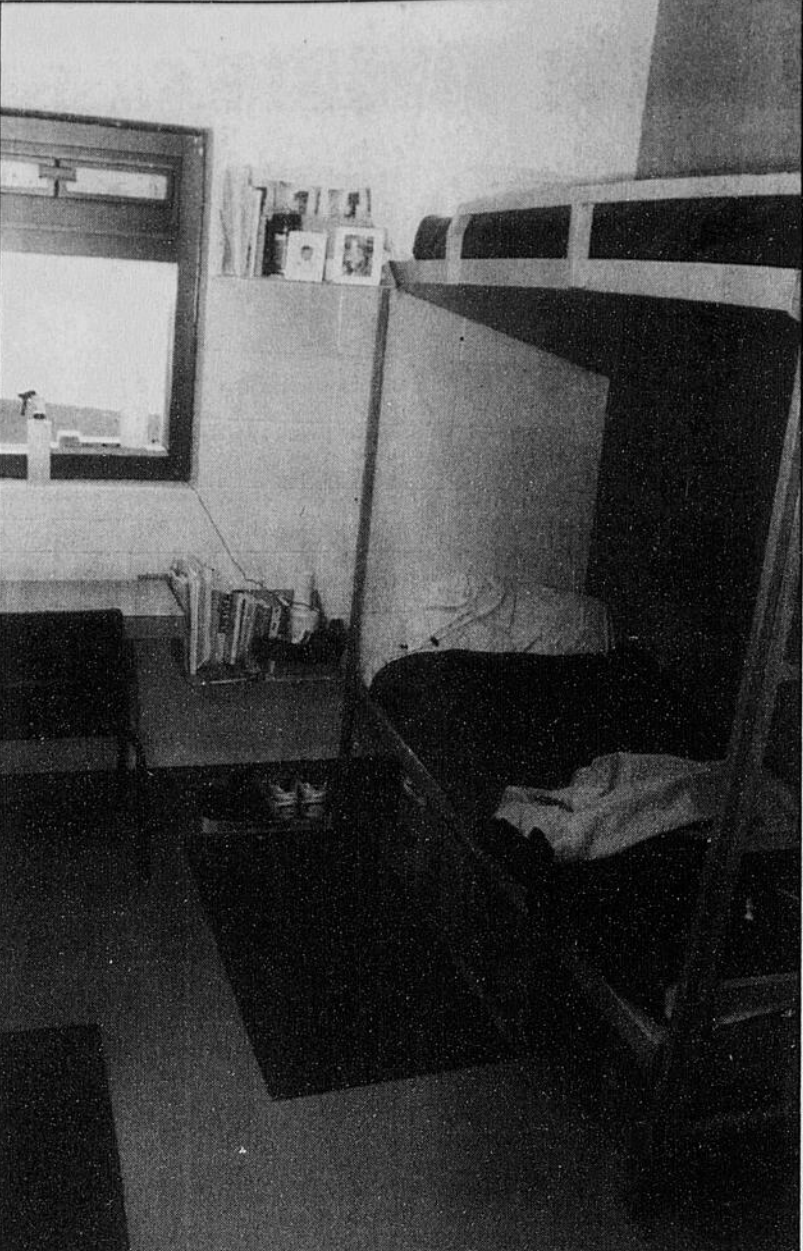


Photo La Tribune par Daniel Forgues. La majorité des cellules de la rue Talbot peuvent maintenant loger deux détenus au lieu d'un seul, en raison de lits superposés.

Demain: on manque d'ouvrage en prison!

La Tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,
Tél.: 564-5450, J1K 2X8

Téléphones:
Petites annonces: 564-0999
Publicité: 564-5450
Rédaction: 564-5454
Abonnements: 564-5466

Journal quotidien publié à Sherbrooke par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc. (division La Tribune)

Livraison à domicile:
— Camélot et camélot motorisés
Prix de vente suggéré incluant T.P.S. payée par le camélot: \$3.43
taux de vente du Québec: 22
Coût à l'abonné: \$3.65

ENVOI DE PUBLICATION:
Enregistrement No 0529168

Abonnement par la poste au Canada, sauf endroits desservis par camélot et camélot motorisés.

TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$255.00, TPS \$17.85, TVA \$17.74 = \$290.59
6 mois \$140.00, TPS \$ 9.80, TVA \$ 9.74 = \$159.54
3 mois \$ 80.00, TPS \$ 5.60, TVA \$ 5.56 = \$ 91.16
1 mois \$ 50.00, TPS \$ 3.85, TVA \$ 3.83 = \$ 56.98

HORS DE NOTRE TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$310.00, TPS \$21.70, TVA \$21.56 = \$353.26
6 mois \$185.00, TPS \$12.95, TVA \$12.87 = \$210.82
3 mois \$110.00, TPS \$ 7.70, TVA \$ 7.65 = \$125.35
1 mois \$ 55.00, TPS \$ 3.85, TVA \$ 3.83 = \$ 62.68

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS
1 an \$700.00, 6 MOIS \$410.00, 3 MOIS \$265.00, 1 MOIS \$130.00

«La Tribune» est sociétaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similaires de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

RÉSULTATS Loto-Québec

Tirage du 94-10-08		GAGNANTS		LOTS	
6/6	3	1 867	756,80 \$	5/6+	9
5/6+	9	109	377,10 \$	5/6	321
4/6	20 098	2 453	30 \$	4/6	20 098
3/6	392 697	75	10 \$	3/6	392 697
Ventes totales:		23 310 214,00 \$		Prochain gros lot (approx.): 2 200 000,00 \$	
Prochain tirage:		94-10-12			

Tirage du 94-10-08		Tirage du 94-10-08				Tirage du 94-09-25			
4	5	8	10	13	6	13	14	15	17
15	19	26	28	30	20	21	25	28	34
32	40	52	53	55	40	41	42	44	45
56	61	62	66	69	51	53	62	67	68

Tirage du 94-10-08		GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	1 000	000,00 \$	5/6+	0
5/6+	0	16	739,90 \$	5/6	34
4/6	1 714	248	00 \$	4/6	1 714
3/6	23 150	29	20 \$	3/6	23 150
Ventes totales:		745 697,00 \$		Gros lot à chaque tirage: 1 000 000 \$	

Tirage du 94-10-07		GAGNANTS		LOTS	
7/7	0	9 000	000,00 \$	6/7+	1
6/7+	1	144	544,70 \$	6/7	30
5/7	2 827	159	80 \$	4/7	62 906
3/7+	57 018	10	00 \$	3/7+	57 018
3/7	529 566	participation gratuite		3/7	529 566
Ventes totales:		7 739 520,00 \$		Prochain gros lot (approx.): 10 000 000,00 \$	
Prochain tirage:		94-10-14			

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

CONCOURS La Tribune

Découpez le... CASSE-TÊTE

5700\$ EN PRIX À GAGNER!

Facile!...Découpez «La pièce du jour» et collez-la sur l'illustration maîtresse qui paraîtra dans La Tribune les samedis 3 septembre, 24 septembre, 15 octobre, 5 novembre et 26 novembre 1994.

Dès qu'un casse-tête est complété, retournez-le à La Tribune et participez au tirage du prix illustré qui aura lieu le 22 décembre 1994. Pour plus de détails, surveillez la publicité du concours dans le journal de samedi. Règlement disponible à La Tribune. Bonne chance!

«La pièce du jour»

Pour vous abonner, 564-5466 1 800 567-6955 (extérieur)

LE SAMEDI C'EST GRATUIT!

Petites annonces La Tribune SPÉCIAL D'OCTOBRE

Placez une petite annonce 3 jours en semaine et nous la répétons GRATUITEMENT le samedi!

Vous rejoignez ainsi plus de 100 000 personnes. Pour tout vendre il vous faut La Tribune!

564-0999 BUREAU OUVERT: Lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30
LIGNES TÉLÉPHONIQUES: Lundi au jeudi jusqu'à 19 h 30
Vendredi jusqu'à 16 h 30

1 800 567-6955 DE L'EXTÉRIEUR

Prévisions à long terme pour Sherbrooke

Source: Environnement Canada

Aujourd'hui	Ce soir	Mardi	Mercredi	Judi
max 12	min 1	max 9	0/12	2/15

Dans le monde Aujourd'hui

Min.	Max.	Londres	12 17
Bruxelles	4 14	Los Angeles	22 38
Le Caire	20 32	Madrid	13 26
Chicago	6 17	Miami	26 29
Copenhague	4 12	New York	16 24
Francofort	2 9	Paris	1 15
Helsinki	6 10	San Francisco	17 30
Hong Kong	25 28	Tokyo	20 25
Jérusalem	25 33		

INDEX

Arts:	B-4	Horoscope:	B-3
Bandes dessinées:	B-3	Messier en liberté:	B-3
Chez nous:	B-1	Personnalité:	B-6
Décès:	D-5	Petites annonces:	D-2
Économie:	D-1	Sports:	C-1
Éditorial:	A-4		

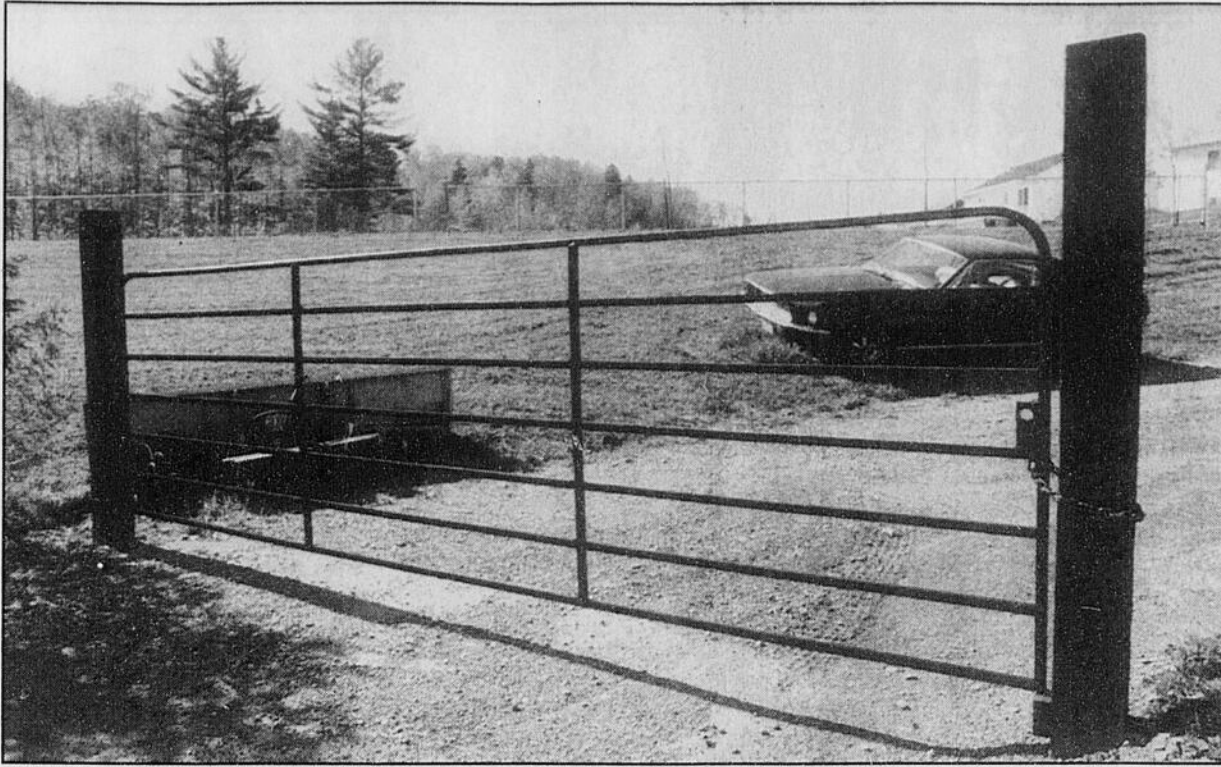
Une chicane de clôture fait beaucoup du bruit à Ascot

Claude PLANTE Ascot

Une histoire de clôture et de barrière est en train de prendre des proportions inquiétantes à Ascot. Une rivalité entre deux groupes de citoyens commence à ressembler à un match de hockey, de quoi se mettre quelque chose sous la dent... en plein conflit entre les joueurs et la direction de la Ligue nationale de Hockey!

La rue Gabriel, à Ascot, sert d'aire de jeux. Les territoires respectifs sont délimités par les fameuses clôtures et barrières, à l'image des lignes bleues et rouges des patinoires. L'enjeu est simple: laisser ou non les piétons circuler librement aux abords du bassin de rétention des eaux pluviales qui se trouve juste au côté de la rue Gabriel. Le maire d'Ascot, Robert Pouliot essaie tant bien que mal d'agir comme arbitre dans le dossier.

Les clans ont leur leader respectif. Jeannine Bouthillier est porte-parole des citoyens qui demandent qu'on laisse circuler les piétons qui passent par là afin d'accéder au mont Bellevue ou à l'école.



Une clôture et cette barrière, destinées à empêcher les gens d'Ascot de circuler près du bassin de rétention de la rue Gabriel, ne manquent pas de faire du bruit chez les résidents du coin.

L'autre groupe est constitué des familles Lapière, propriétaires de deux résidences situées près du réservoir. Les Lapière, Marcel Lapière en tête, en ont vraiment marre de voir les gens emprunter les abords ou leur terrain pour prendre des marches ou contourner l'étendu d'eau, qui a été clôturé par la Ville. Ils ont bien tenté d'arrêter les marcheurs en installant leurs propres clôtures et barrières, mais en vain.

Jusqu'ici, la partie est nulle. Tout s'est joué à coup de pétitions et de rencontres avec le conseil municipal, mais...

«Par cette clôture et cette barrière, on veut empêcher les gens de marcher près du réservoir, même s'il s'agit d'un terrain public, affirme, Jeannine Bouthillier, forte d'avoir fait circuler une pétition qui a amassé 80 noms et qui dit être directement soutenue par au moins quatre familles du coin. Si nous ne pouvons passer par là, nous devons emprunter la rue Dunant. C'est plus passant et bien plus dangereux.»

«Menaces physiques»

Mme Bouthillier avance même

que la tension entre les joueurs est vive, puisque «des menaces physiques ont été portées ces derniers temps par les Lapière. C'est rendu que les enfants ont peur de passer par là».

Ce à quoi M. Lapière se défend farouchement. «Il n'y a jamais eu de menace», plaide-t-il, en refusant toutefois d'en dire davantage.

Selon Mme Bouthillier, le dossier pourrait être rapidement classé. «Je ne comprends pas pourquoi il n'y a rien de fait. Nous avons pourtant soumis une demande au conseil. Nous demandons que la Ville installe un corridor conçu pour les piétons autour du bassin. Comme cela, les gens passeraient tous au même endroit.»

«Les Lapière ont de leur côté fait circuler leur pétition, soutient Jeannine Bouthillier. Ils y mentionnaient que notre groupe voulait qu'on enlève toutes les clôtures, même celle qui entoure le bassin. C'est totalement faux. Pour la sécurité de nos enfants, cette clôture doit rester là.»

Il a été impossible de joindre dans la journée d'hier le maire Pouliot pour savoir comment il entend jouer son rôle d'arbitre dans ce match...

ÉLECTIONS MUNICIPALES SHERBROOKE 94



Jean Perrault

La taxe d'affaires a plutôt augmenté en quatre ans, réplique Perrault à Gervais

Alain GOUPIL Sherbrooke

Le candidat à la mairie de Sherbrooke, Jean Perrault, croit que son adversaire, Paul Gervais, ne tient pas compte de toutes les données lorsqu'il affirme avoir abaissé cette taxe de deux pour cent en pleine récession. Dans les faits, dit-il, la taxe d'affaires a plutôt augmenté de 7 pour cent depuis l'arrivée de Paul Gervais à l'Hôtel de

ville. «Dans un contexte électoral, c'est bien beau de dire que la taxe d'affaires a baissé de deux pour cent. Mais dans le contexte du mandat de quatre ans, de 1990 à 1994, c'est une augmentation de 7 pour cent que j'ai eue», a précisé M. Perrault en s'appuyant sur les données relatives à l'évolution de la taxe d'affaires depuis les quatre dernières années.

Lors du lancement de sa campagne, vendredi, le maire sortant a in-

diqué qu'en pleine récession son administration avait trouvé le moyen de réduire la taxe d'affaires de deux pour cent. Du même souffle, il a aussi souligné l'abolition de la taxe sur les résidences pour personnes âgées, un dossier qui avait fait l'objet de nombreuses pressions de la part des propriétaires.

Une ville snob?

Le candidat Perrault s'est par ailleurs dit estomaqué par les propos de son adversaire voulant que la

ville de Sherbrooke ait «déjà été perçue comme snob» et que cette caractéristique ne tient plus depuis son arrivée à l'Hôtel de ville.

«En tant que Sherbrookoise pure laine, j'ai toujours considéré que les Sherbrookoises et les Sherbrookoises étaient des gens chaleureux, courtois et accueillants», a-t-il exprimé d'un ton offensé.

Référendum

Enfin, Jean Perrault a tenu à préciser qu'advenant son élection à la

mairie de Sherbrooke, il entendait demeurer neutre durant la campagne référendaire québécoise.

«Ce n'est pas à moi, a-t-il dit, de dire aux citoyens comment voter. En tant que maire, mon rôle sera d'administrer les affaires de la ville et de travailler avec tous les intervenants pour créer de l'emploi et faire bouger les choses.»

Appui aux candidats à la mairie

Aucun leader n'accepte de se mouiller...

Sherbrooke (AG)

Si les candidats à la mairie de Sherbrooke espéraient obtenir l'appui de quelques personnalités bien en vue afin de mousser leur candidature, ils risquent d'être déçus. Un survol général auprès de ceux et celles que la région considère comme des «leaders» indique que chacun préfère s'abstenir plutôt que de se mettre à dos l'un des camps en présence dans cette campagne.

Appelée à se prononcer, la députée-ministre de Sherbrooke, Marie

Malavoy, a clairement indiqué qu'elle n'entendait aucunement s'immiscer dans le processus démocratique compte tenu de ses fonctions politiques. «En tant que députée de Sherbrooke, j'aurai évidemment à travailler en étroite collaboration avec le maire de Sherbrooke, quel qu'il soit», a-t-elle souligné.

L'ex-maire de Sherbrooke, Jean Paul Pelletier, y est allé d'un «pas de commentaire» et a même demandé au journaliste de *La Tribune* de ne pas faire mention de sa neutralité sans expliquer pourquoi.

Desève Cormier, directeur de

l'organisme Caritas Sherbrooke, s'est pour sa part vu indiquer par ses patrons de ne pas se mêler de politique municipale. «C'est vrai que j'ai signé le bulletin de candidature de Jean Vigneault (candidat dans le Vieux-Nord) mais après coup on m'a dit de ne pas me mêler de politique municipale», ajoutant que Caritas doit aussi entretenir des liens étroits avec l'Hôtel de ville de Sherbrooke dans le cadre de ses activités.

Sans invoquer de motifs précis, le directeur régional de la Banque Royale, André Cardinal, a tout simplement décliné l'opportunité de se prononcer. «Je n'ai pas l'intention

de me prononcer là-dessus», a-t-il simplement répondu.

Quant à l'ex-conseiller Roger Gingues, aux prises avec des problèmes de santé, il a indiqué que ses préoccupations étaient d'ordre personnel et qu'il avait ni l'intention ni le désir de se prononcer sur cette question.

Enfin, la députée de Saint-François, Monique Gagnon-Tremblay, l'ex-présidente de la Chambre de commerce, Lynn Charpentier et l'homme d'affaires Clément Fortier n'ont pas voulu émettre de commentaires quant au candidat que devraient élire les électeurs sherbrookoises, le 6 novembre prochain.

Les aspirants maires prêts à s'affronter dans un débat public

Sherbrooke (AG)

La campagne électorale ne fait que débiter que déjà on commence à parler de la tenue d'un débat télévisé mettant en présence les candidats à la mairie de Sherbrooke.

Et pour démontrer leur ouverture face à cette éventualité, les organisations de Paul Gervais et de Jean Perrault ont indiqué hier qu'elles étaient prêtes à se soumettre à un tel exercice d'ici la fin de la campagne.

Prenant les devants à ce chapitre, l'organisation de Paul Gervais a émis un communiqué hier pour marquer son intérêt face à un débat public.

«Conscient de l'intérêt de la population sherbrookoise à l'égard des enjeux sociaux, économiques et politiques pour Sherbrooke, le candidat Paul Gervais laisse savoir qu'il entend participer à tous les débats publics susceptibles de mieux éclairer les citoyens et les citoyennes durant la campagne électorale.»

Selon les deux organisations, les stations de télévision Télé 7, Cogeco et la station radiophonique CHLT, ont déjà offert leur temps

d'antenne pour la tenue d'un face-à-face. La date du jeudi 27 octobre est actuellement mentionnée de part et d'autre comme étant une hypothèse de travail. Reste à savoir quelle forme prendra ce débat et si la Chambre de commerce est intéressée à le parrainer.

De l'opposition pour Guy Giard

Sherbrooke

Un nouveau candidat indépendant est sur le point de s'ajouter dans le district Montcalm en vue des élections du 6 novembre. L'homme d'affaires Michel Delafontaine, qui habite ce district depuis 15 ans, entend déposer son bulletin de candidature au plus tard, mercredi, a-t-il confirmé hier. Agé de 35 ans, M. Delafontaine est propriétaire d'un restaurant à Lennoxville. Il fera face à un autre candidat indépendant, Guy Giard.

Le district Montcalm est actuellement représenté par Jean Perrault.

... sauf Robert Morin qui appuie Paul Gervais

Denis DUFRESNE Sherbrooke

L'homme d'affaires Robert Morin donne son appui au maire sortant, Paul Gervais, en vue des élections du 6 novembre prochain à Sherbrooke, estimant qu'il a livré la marchandise depuis son arrivée à l'Hôtel de ville, en 1990.

«C'est un gars supercompétent dans son travail et les quatre pro-

chaines années vont être les plus productives pour lui», affirme M. Morin, dont le groupe est l'un des plus importants propriétaires immobiliers à Sherbrooke.

«Je pense qu'il est un excellent administrateur et je ne suis pas le seul: cet été un article du quotidien *La Presse* indiquait que Sherbrooke est l'une des villes les mieux administrées au Québec au plan des relations de travail, du gel des taxes et du bon climat», déclare M. Morin.

«Il fait partie de la nouvelle gé-

nération d'administrateurs. Il était directeur du Collège de Sherbrooke, il est donc habitué de fonctionner avec de nombreux employés et de gros budgets», juge-t-il.

«Ce qui me semble très important, c'est que la Ville n'est pas en déficit et c'est la première fois dans l'histoire de Sherbrooke que l'on rembourse du capital sur la dette.»

«De plus, les relations avec les municipalités de banlieue, on s'en occupe comme du monde. Paul

Gervais a été le premier maire à trouver inconcevable que les Sherbrookoises paient plus cher que les gens de la banlieue pour les mêmes services», ajoute M. Morin.

«Il est beaucoup mieux équipé que Jean Perrault pour faire la job. Pourquoi prendre une chance avec M. Perrault, ça fait 12 ans qu'il est à l'Hôtel de ville, signale l'homme d'affaires. Il faut dépasser la partisannerie, ce qui compte ce sont les résultats.»

En excursion, un jeune Sherbrookoise frôle la mort en Alberta

☐ Lui et ses amis sont secourus par des étudiants de l'université de Calgary sur place pour une simulation de sauvetage...

Claude PLANTE Sherbrooke

Un Sherbrookoise et deux autres Québécois viennent de vivre, en Alberta, une aventure digne des plus grands films d'action présentés au grand écran. *La Tribune* a appris que Jean-Sébastien Tremblay, au travail là-bas depuis avril, a, en compagnie de deux autres amis, frôlé la mort de près, dans la nuit de mardi à mercredi, mais sans toutefois subir de graves blessures.

Jour de chance, nés sous une bonne étoile, c'est selon. Peu importe, Jean-Sébastien, âgé de 24 ans, Martial Betty, de la Beauce, et

Kimmy Laroche, de Bromont, tous deux âgés dans la vingtaine, se souviendront longtemps des 4 et 5 octobre 1994.

Après une journée en randonnée de montagne, ils ont dû coucher dans une grotte par une température de moins cinq degrés! Tout y était: Kimmy était blessée au genou, une avalanche a presque bloqué la sortie de la grotte, la nuit tombe sans prévenir à cette période-ci de l'année...

Il faut croire, malgré tout, que la Providence était de la partie, puisque leurs malheurs ne s'arrêtent pas là. Un écrivain cinéaste ne trouverait pas mieux; parti vers un camp situé un peu plus haut dans la montagne pour y chercher du secours,

notre aventurier sherbrookoise tombe, dans un bâtiment habituellement désert à ce temps-ci de l'année, sur un groupe d'universitaires partis en montagne afin d'effectuer une simulation de sauvetage!

La simulation a été rapidement transformée en une situation réelle. Ils ont prêté main forte au trio pour secourir l'alpiniste blessée. À 7 heures mercredi matin, à bord d'un hélicoptère, Kimmy Laroche prenait la direction de l'hôpital pour des traitements.

«J'ai pensé mourir, racontait hier matin Jean-Sébastien, depuis l'hôtel où il travaille, situé au lac Louise en Alberta. Pendant la nuit, lorsqu'on était dans la grotte et que j'ai vu l'avalanche pratiquement

obstruer la sortie, je pensais à l'Estrie. Je me sentais loin de chez nous. J'ai revu ma vie...»

«Le jour de ma fête, le 5 octobre, c'est curieux, j'ai pensé mourir. C'était tragique à ce point là!»

Célébrer en montagne

C'est justement pour célébrer en montagne l'anniversaire de notre héros que le groupe avait décidé d'effectuer une escapade en montagne. Martial Betty travaille au même hôtel que Jean-Sébastien et leur compagnie était en vacances auprès de ses amis dans le coin. Le sentier choisi se situe entre les monts Victoria et Lefroy. On avait débuté la randonnée à 10h pour être de retour vers 21h.

«Le problème c'est que notre amie est en forme, mais n'était pas préparée pour ce genre d'excursion. Elle s'est blessée à une articulation et ça a ralenti le groupe. Plus on avançait, plus ça lui faisait mal, elle souffrait. Nous avions trop de chemin parcouru pour revenir sur nos pas. J'ai donc pensé à un camp situé au sommet de la montagne.»

«Une chance que nous avons pu trouver une grotte un peu plus bas, parce que Kimmy ne pouvait plus marcher. Je savais qu'on ne pouvait passer la nuit à l'extérieur, même bien habillés. C'est trop froid. La chance a été encore plus grande quand j'ai trouvé, au camp, des étudiants de l'Université de Calgary spécialisés en secourisme en monta-

gne.» La facture qui accompagne le service d'hélicoptère est assez salée. «C'est 2000 \$ pour le transport de la blessée. Il faut ajouter à cela 500 \$ de frais pour l'ambulance. Une distance semblable d'environ Sherbrooke à Granby, lance Jean-Sébastien, pour illustrer le parcours de façon bien estrienne. Une chance qu'elle s'était bien assurée avant de partir.»

La morale de cette histoire, pour prendre la formule connue, est qu'on doit se préparer avant de partir pour pareille randonnée en montagne, fait remarquer Jean-Sébastien Tremblay, le fils de l'ex-policier bien connu en Estrie, Richard Tremblay.

Éditorial

La Tribune

Raymond Tardif, Président et Éditeur

Jacques Pronovost, Rédacteur en chef

Roch Bilodeau, Éditorialiste en chef adjoint

Les violons désaccordés

Le milieu culturel sherbrookoise est en ébullition depuis la déclaration de M. Marc Widner, directeur de l'École de musique de l'Université de Sherbrooke. L'Orchestre mondial des Jeunes musicales (OMJM) pomperait les fonds régionaux et n'aurait aucune utilité pour les musiciens de l'Estrie. L'argent, nerf de la guerre, a fait éclater une petite bataille intestinale larvée, a exacerbé quelques conflits de personnalités en même temps qu'il soulevait une question réelle et importante.



Jacques PRONOVOST

En soutirant des fonds de souscripteurs régionaux au seul profit de l'Orchestre mondial des Jeunes musicales, la Fondation québécoise pour la musique pige-t-elle dans une assiette déjà trop vide au détriment des autres organismes culturels estriens? Poser la question, c'est y répondre.

Voilà une interrogation trop simple cependant. Elle ne tient pas compte des autres aspects de la présence de l'OMJM et de la valeur de cet ensemble musical venu meubler quelques soirées estivales. Cette réunion de l'aréopage musical de jeunes du monde entier vient aussi soutenir l'image estrienne de bastion de la culture et principalement de haut-lieu de la musique classique avec son orchestre symphonique, son orchestre de chambre, tout l'univers du Centre d'arts Orford, le camp musical des Trois-Lacs, les

concerts-midi de Place de la cité, les concerts du Festival du lac Massawipi à North Hatley et l'apport du milieu musical de Bishops.

Il ne s'agit ici que de musique classique. Le monde culturel estrien est une pieuvre énorme aux multiples tentacules qui a besoin du support de sa population et de ses bailleurs de fonds régionaux. Cela fait beaucoup de monde dans la même assiette au beurre.

Difficultés économiques pour tous, divergences de vues idéologiques et politiques, fossé entre les personnes, là se situe la trame de fond du problème ramené à la surface la semaine dernière. Le milieu culturel n'est pas différent des autres: politique et économique font partie intégrante de ce monde-dans-un-monde où ces deux réalités se mêlent autant aux problèmes sociaux, sportifs ou culturels.

La question est toutefois pertinente. Effectivement, l'Estrie ne peut se permettre le luxe d'accueillir les espoirs mondiaux de la musique si cela nuit au développement de sa structure culturelle. Or, la Fondation sherbrookoise pour la musique sollicite effectivement le milieu estrien; en ce sens elle siphonne dans les mêmes poches que les autres intervenants culturels régionaux. C'est un problème réel qu'il faut régler.

L'Orchestre mondial des Jeunes musicales bénéficie surtout des subventions gouvernementales. Initié sous ce principe, le projet estrien

ne devait pas nuire au milieu culturel régional. Encore peut-on comprendre que la région doive y investir une certaine partie, elle qui en reçoit des bénéfices économiques et une renommée internationale. Là où le bât blesse vraiment, c'est quand les autres acteurs régionaux ont l'impression que cette ponction de fonds est exagérée et à leurs dépens. Alors, il faut poser la question et tenter de trouver une solution. Pour ce faire, les gens doivent se parler avec une franchise orientée dans un même but qui ne se calcule pas qu'en intérêts personnels.

Justement, les principaux promoteurs culturels ne se parlent pas vraiment. De gros «ego» se confrontent là-dessus. L'effort pour qu'un heureux mariage entre les différents intérêts unissent la majorité des intervenants ne sont pas au rendez-vous. Mme Marie Malavoy, nouvelle ministre de la Culture a bien compris le problème en proposant qu'un groupe de réflexion spécial, sérieux et compétent, soit mis sur pied.

Le projet de l'OMJM a tant emballé les acteurs culturels de la région il y a trois ans. Il n'a pas donné cependant les résultats escomptés. Au contraire, voilà qu'il crée la division autant par son style un peu trop hautain, disent certains, que par son appétit vorace. Avant toutefois de jeter le bébé avec l'eau du bain, à la suggestion de Mme Malavoy il faut réunir les amis de la culture, même opposants dans ce litige, pour encore tenter d'accorder les violons.

Là où le regard prend de l'importance

Ce ne sont pas des anges. S'ils vivent dans l'établissement de détention de la rue Talbot, c'est qu'ils y sont obligés, condamnés.



Daniel FORGUES

La société a décidé de les traiter ainsi, en les privant de leur liberté pour les punir de leurs crimes.

Ils payent leurs crimes.

Il y a toute une différence entre visiter le centre de détention le jour de son ouverture, puis près de cinq ans plus tard alors que toute une communauté y vit en détention.

Des clôtures... et peu de barreaux.

La vie derrière les... clôtures.

Pas nécessairement drôle, mais il y a quand même une vie, parfois dure, parfois chaleureuse. Une vie humaine, réelle.

Oui, ce ne sont pas des anges qu'on trouve dans les cellules.

Mais ils ont le goût de vivre.

Une fois que la grande barrière clôturée s'ouvre mécaniquement, on sait qu'on met les pieds dans un monde à part.

Quelques procédures de sécurité et nous y voilà.

Les agents correctionnels ne portent pas tous l'uniforme.

On croirait même qu'on n'est pas en prison.

Aucun éclat de voix.

Les gens circulent librement.

On dirait une famille.

Quand la visite arrive, les proches, la chaleur ressort, les sentiments s'extériorisent.

Et quand on discute avec les agents et les détenus, on ne perd pas de temps à comprendre l'importance des échanges entre humains.

Le regard dit tout.

Là, il faut regarder l'autre dans les yeux quand on parle.

Droit dans les yeux.

Ce n'est pas une consigne, mais un signe que les discussions sont franches: on s'en rend compte par soi-même.

Autant avec les agents correctionnels que les détenus.

Oui, le Québec, comme toute autre province ou pays, fait face à un problème de criminalité.

Oui, il y a et aura toujours des criminels en liberté.

Et oui, heureusement, il y a des endroits comme le centre de la rue Talbot pour garder les criminels et essayer de les changer.

Car, comme le dit le directeur de la prison de Sherbrooke, Eric Houle, le détenu d'aujourd'hui sera un jour le voisin de quelqu'un dans la société.

Autant essayer de le changer avant de le remettre en liberté!



TRIBUNE LIBRE

Où est passée notre histoire?

Une élection quasi référendaire, sans histoire. En effet, lors de la récente élection provinciale, M. Parizeau a tenté de faire le procès de la piètre performance économique du gouvernement libéral au pouvoir depuis neuf ans. Ce fut un demi-succès. Il a négligé de faire ce procès en lien direct avec le fédéralisme canadien. Nous vivons encore dans ce système, n'est-ce pas? De son côté, M. Johnson a tenté de faire le procès de la souveraineté: une réalité qui n'existe pourtant pas encore chez nous. Elle n'existe qu'ailleurs. Si j'ai bien compris, il a tenté de dire qu'il n'est pas normal que le peuple québécois puisse faire ses propres lois, percevoir ses impôts, faire des traités et commercer avec les autres pays du monde, là où se trouvent nos intérêts. Il faut le faire! De deux choses l'une. Ou M.

Johnson ne reconnaît pas que nous formons un peuple ou il croit que nous formons un peuple mais pas tout à fait normal. De tels sous-entendus me semblent une gifle en même temps qu'un défi pour le peuple québécois.

Comment un premier ministre du Québec peut-il en être arrivé là?

M. Johnson a répété souvent comme une incantation: l'union économique canadienne. Comme si la vie et l'avenir d'un peuple se résument uniquement à une question de piastres. Faire l'indépendance ou demeurer dans le régime fédéral pour une piastre de plus ou de moins ne m'intéresse pas. L'homme québécois est plus qu'un simple «homo economicus». Nous sommes l'homme d'une langue, d'une culture et d'une histoire. De cette

histoire, pas un mot lors de la récente élection.

Au-delà des lignes de parti, je souhaite ardemment que nos professeurs d'histoire, du primaire à l'Université, partagent leurs précieuses connaissances avec la population. Et ils n'ont pas à attendre la permission de leurs patrons pour le faire. Un geste de solidarité irremplaçable et exaltant. Pour faire déboucher notre histoire qui grouille de vie et de gens. Une élection peut-être se passer d'histoire, un référendum digne de ce nom ne peut faire l'économie de notre histoire. Cette dernière est non seulement importante mais déterminante dans le choix de l'avenir d'un peuple.

Alcide Clément
Saint-Élie d'Orford



Hug Scott

Quel accueil!

M. Hugh Scott, recteur de l'Université Bishop's et M. David Price, maire de Lennoxville

Au nom de l'Association des Townshippers, je désire vous exprimer toute ma gratitude pour la collaboration remarquable de l'Université Bishop's et de la Ville de Lennoxville, hôtes et partenaires de la 15^e Journée annuelle des Townshippers.

La générosité de Bishop's et Lennoxville s'est concrétisée en prêtant des employés et du matériel, en fournissant temps et argent, ce qui fut le noyau du succès de l'événement. Lorsque se présentait un besoin, on y répondait rapidement. Il en est résulté une journée mémorable. Des milliers de personnes de tous les âges ont profité d'un large éventail de spectacles et d'informations. Le tout s'est déroulé sur un campus magnifique et accueillant situé dans une ville dynamique et humaine.

Merci encore pour une merveilleuse Journée des Townshippers!

David Morgan
Président de l'Association des Townshippers

Roger Côté, curé
Saint-Denis-de-Brompton

QUESTION DU JOUR

Est-ce que la campagne à la mairie de Sherbrooke vous intéresse?



Gaétan Albert: «Juste assez pour me rendre compte qu'on n'étripe pas le meilleur candidat, mais plutôt le moins pire parmi les pires...»



Richard Goulet: «Pas vraiment, non. Comme je travaille beaucoup, je manque de temps. Je vais tout de même aller voter.»



Lise Camonfour: «Oui. Par contre, j'ai hâte de voir ce qu'ils (les candidats) ont à nous offrir pour améliorer la situation.»



Sylvanne Pellerier: «Je suis ça un peu par les médias, mais mes préoccupations se situent au niveau de la souveraineté du Québec.»



Jean-Yves Roberge: «Certainement. Tout ce qui touche aux affaires de la ville m'intéresse au plus haut point. Je vais aller voter, c'est certain.»

La banalisation de la fête

Il faut des rites. - Ou'est-ce qu'un rite, dit le petit prince. - C'est aussi quelque chose de trop oublié, dit le renard. C'est ce qui fait qu'un jour est différent des autres jours, une heure, des autres heures» (St-Exupéry).

En somme, un rite est un lieu de reconnaissance, un moyen de communication, un noyau de signification.

«Il y a un moment pour tout, et sous le ciel, chaque chose a son temps... un temps pour le malheur, un autre pour danser» (Ouhélet).

Je me suis toujours senti mal à l'aise quand on me parlait de la Noël des campeurs ou de Noël en juillet, ou comme je l'ai vu sur la rive sud, de Noël en août, ou encore mieux, des forfaits pour Noël en octobre.

A-t-on déjà vu des enfants choisir des dates différents pour fêter l'anniversaire de mariage de leurs parents?

La fête suppose un momentum, une convergence des dates, une même attente, ou alors, on la dépouille de sa signification, on la banalise, comme si on faisait tous les jours un 25^e...

Loin de moi l'idée de m'opposer à une fête d'été, ou à une messe de nuit à cette occasion, car les croyants expriment alors leur admiration et leur émerveillement de l'oeuvre du Créateur, mais on pourrait inventer d'autres termes pour l'exprimer, «Fête de l'été», «Fête des belles nuits», «Fête des étoiles filantes».

Fêter Noël en été, c'est affaiblir le mystère de l'Homme-Dieu qui

vient partager le destin de l'être humain; c'est affadir cette idée de solidarité qui unit tous les croyants à leurs frères et soeurs du monde par cette irruption de Dieu dans la famille humaine; c'est mettre l'accent sur des aspects secondaires de la fête, le chant communautaire, la veillée nocturne, le réveillon, la danse, etc.

À voir le nombre de festivals, de carnivals, de jeux, de tournois et de loteries que nous organisons, je constate bien notre soif de fêter, mais il serait peut-être plus sage de ne point détourner la signification d'une fête qui nous relie à l'histoire d'un Dieu qui vient vivre l'aventure humaine.

ADMINISTRATION

Raymond Tardif
Président et éditeur

RÉDACTION

Jean-Guy Farah
Vice-président
Finances et administration

RÉDACTION

Jacques Pronovost
Rédacteur en chef

PUBLICITÉ

Stéphane Lavallée
Directeur de l'information

PUBLICITÉ

François Fouquet
Directeur

PRODUCTION

Alain LeClerc
Jocelyn Godbout
Adjoints au directeur

PRODUCTION

Daniel Gauthier
Directeur

COMPTABILITÉ

André Roberge
Contrôleur et
adjoint au directeur

COMPTABILITÉ

André Corriveau
Contrôleur

TIRAGE

Julienne Poulin
Gérante du crédit

TIRAGE

Pierre Dubois
Directeur

TIRAGE

André Couston
Adjoint au directeur



Manon Daigneault et Pierre Larose ont une expérience peu commune comme parents après en avoir accueilli des dizaines chacun de leur côté à titre de familles d'accueil depuis les dernières années.

Les familles d'accueil

«Ce job-là, c'est 24 h sur 24»

Daniel FORGUES Sherbrooke

Trente-trois ans, mariée à Jean-Guy Thériault, Manon Daigneault n'a jamais eu d'enfant mais ce couple connaît et vit quotidiennement tous les problèmes d'une famille nombreuse.

Depuis huit ans, plus de 100 enfants sont demeurés chez ce couple de Sherbrooke.

Manon Daigneault est présidente de l'Association des familles d'accueil de l'Estrie dont quelque 300 familles sont membres, une centaine demeurant dans les limites de Sherbrooke.

Elle héberge actuellement cinq enfants, de six à 12 ans.

«Les gens pensent que c'est facile, mais ce n'est pas toujours drôle, ce job là, c'est 24 heures sur 24», dit-elle.

«Si les enfants sont placés, c'est parce qu'ils avaient des problèmes dans leur propre famille, nos voisins en savent quelque chose», conte-t-elle avec un sourire en coin.

Lorsqu'elle assumait le rôle de

famille d'accueil de dépannage (une famille où l'on peut référer un jeune à quelques heures d'avis), Manon Daigneault a accueilli jusqu'à neuf enfants à la fois chez elle.

«Mais après trois ans de dépannage, on s'habitue à tout, il n'y a plus rien qui nous surprend et il n'y a plus rien à notre épreuve», dit-elle.

Mme Daigneault a décidé de devenir famille d'accueil il y a huit ans lorsqu'elle travaillait dans une garderie.

«Je voyais des enfants qui éprouvaient des problèmes et je me suis dit que je pourrais peut-être aider», conte-t-elle.

Pierre Larose, lui, héberge des enfants du Centre-Jeunesse depuis sept ans; il en a hébergés 53 en tout et six demeurent encore chez lui.

«C'est plus qu'un job de parents. Nous ne sommes pas les parents de ces enfants-là, mais on doit quand même en assumer le rôle», confie-t-il en entrevue.

Il s'est tellement impliqué dans le domaine qu'on le trouve comme administrateur au sein de la Fédération des familles d'accueil du

Québec, un organisme regroupant quelque 4000 familles dans une douzaine de régions de la province.

Sa compagne, Hélène Doyon, est psycho-éducatrice.

En raison de cette formation, le couple a choisi d'être famille d'accueil de réadaptation, un rôle passablement plus difficile en raison de la clientèle souvent aux prises avec des problèmes de comportement.

Les familles d'accueil sont-elles une soupape?

«Loin de là, ce n'est pas une soupape, le système n'est plus capable de s'en passer, les enfants à problèmes doivent quand même se retrouver dans une famille», répond-il.

Et le salaire?

«Les gens pensent à tort que les familles d'accueil font une fortune avec ça. On réussit à vivre, mais quelqu'un qui voudrait faire ça uniquement pour l'argent serait bien déçu», dit M. Larose.

Les familles d'accueil gagnent de 13 \$ à 21 \$ (non imposable) par jour, par enfant, selon son âge.

Élections scolaires à la CSCS

Claude Forgues s'estime victime de discrimination

Claude PLANTE Sherbrooke

À quelques semaines des élections scolaires, un commissaire de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke (CSCS) se dit victime de discrimination. Claude Forgues accuse des membres du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE) de discréditer son employeur, en l'occurrence Centraide, pour indirectement le viser.

Claude Forgues est chef d'un regroupement de commissaires, unis sous le nom Action-Education, en quelques sortes un parti politique scolaire, qui prône l'intégration des élèves en difficultés d'apprentissage. Il semble que des dents grincent depuis qu'on sait que Centraide finance des organismes favorables à ce projet.

Une lettre signée par le directeur de la zone Sherbrooke au sein du Syndicat, Marcel Pinard, a été expédiée à l'ancien ministre de l'Éducation, Jacques Chagnon. On y parle «d'une situation potentielle de conflit d'intérêt» de la part de M.

Forgues, qui est directeur général de Centraide. Ça n'en prenait pas plus pour lui mettre le feu aux poudres.

Claude Forgues a aussi en main une résolution du conseil d'école secondaire Le Phare (tenue le 15 septembre dernier) où il a été retenu «de ne pas participer à la campagne de financement de Centraide Estrie», considérant «que le parti politique Action-Education a comme projet électoral l'intégration scolaire de tous les élèves dans les classes régulières» et que «Centraide Estrie finance un organisme qui a comme projet l'intégration scolaire...».

«Il semble qu'on veuille me viser en boycottant mon employeur. Si je travaillais pour la Croix Rouge, est-ce qu'ils demanderaient à leurs membres de ne pas donner du sang? Je serais en situation de conflit d'intérêt si j'étais par exemple propriétaire d'un commerce qui fait des affaires avec la CSCS.»

Pour Claude Forgues, il n'est pas question du tout de conflit d'intérêt à son égard, puisque «je ne retire aucun bénéfice de l'affaire. Au contraire, c'est de la cohérence dans mes idées. Je siége au conseil d'ad-

ministration d'une coopérative d'habitation. Est-ce que je suis en conflit d'intérêt parce que Centraide vient en aide à des gens qui demeurent dans les immeubles de la coop?»

«Je siége aussi au conseil d'administration de Centraide Estrie. J'admets que j'ai de l'influence dans le conseil, mais nous sommes 13 personnes à décider. C'est insultant pour eux. Une campagne de boycott comme celle là peut être très néfaste pour un organisme comme Centraide. En ne donnant pas à Centraide, ils s'attaquent à des démunis, des gens qui ne sont nullement concernés.»

Le commissaire ne voit qu'une seule raison à cette offensive indirecte contre lui à quelques semaines des élections scolaires du 20 novembre. «Des membres du Syndicat de l'enseignement veulent tout contrôler et décider des patrons. Ils préfèrent avoir des commissaires sans idée, des crêpes qu'on peut renverser quand bon leur semble.»

Pour faire la lumière sur le dossier, M. Forgues demande au président du SEE, Gérard Messier, de s'en mêler.

Gouttières Aluminium Sherbrooke inc.

Denis L'Espérance

25 ANS D'EXPÉRIENCE FERBLANTIER
SANS JOINT - CHOIX DE COULEURS

GARANTIE ÉCRITE • 5 ANS MAIN-D'OEUVRE ESTIMATION GRATUITE
• 20 ANS MATERIEL

Éligible au programme Virage Rénovation

SPÉCIAL

- Revêtement d'aluminium et de vinyle
- Soffite • Bordure de toit
- Toiture : papier bardeau d'asphalte - Aluminium (style européen)

Licence d'entrepreneur général et spécialisé.

Bureau: 73, rue Lévesque, Sherbrooke, QUÉBEC, J1E 1M4
Entr.: 185, rue King Est, Sherbrooke, QUÉBEC, J1G 1A7

(819) 566-5603
TÉLÉC.: (819) 820-8890

OFFRE ALLÉCHANTE POUR L'HEURE DU SOUPER
(Service de 16 h à la fermeture)

LUNDI: SALADE CÉSAR ET PIZZA
À VOLONTÉ POUR.... 6⁹⁵

3175, rue King Ouest, Sherbrooke
822-3175

BIENVENUE À TOUS!

VENTE ANNIVERSAIRE

20% de rabais sur une sélection de collections des plus grands noms.

40% de rabais sur une sélection de vêtements de 0 à 20 ans et sur les imperméables DASH.

30% de rabais sur tous les vêtements des collections POINT ZÉRO & GLYNNE-PERCY.

50% de rabais sur une sélection de pyjamas pour bébés.

20% à 50% de rabais sur une sélection d'habits de neige de 0 à 20 ans.

concept mode
clément
0-20 ans

Aujourd'hui jour de l'Action de grâces, nous sommes OUVERTS

CENTRE COMMERCIAL
Tourelles
564-7881

AVEC UNIROYAL

L'HIVER OUBLIEZ ÇA!

Si le dernier hiver vous a laissé des souvenirs amers, offrez-vous vite les nouveaux pneus d'hiver Rallye M+S d'Uniroyal. En plus de vous assurer une adhérence supérieure sur neige comme sur glace, leur nouvelle gomme effacera du même coup tous les tracas de l'hiver.

44,00\$
P155/80R13

RALLYE M+S

Spécialités:

- Plusieurs autres marques de pneus
- Freins
- Amortisseurs
- Silencieux
- Mise au point d'hiver
- Mécanique générale

Heures d'ouverture:
Lun., mar., merc.: 8 h à 17 h 30
Jeudi, vendredi: 8 h à 19 h
Samedi: 8 h à 12 h

585, route 220
St-Élie d'Orford
564-1636

Nouvelles succursales:

- 726, rue Conseil, Sherbrooke, 564-8385
- 1536, rue Laval Nord, Lac Mégantic, 583-2996

PNEUS UNIROYAL
SI FIABLES, QU'ON LES OUBLIE

Les États-Unis se déploient près de l'Irak

Washington, Nicosie (Reuter, AP)

Joignant le geste à la parole, les États-Unis ont entamé hier le déploiement d'une importante force à proximité de l'Irak tout en prévenant le président Saddam Hussein qu'il paierait très cher une éventuelle invasion du Koweït.

Le secrétaire à la Défense a annoncé avoir ordonné l'envoi dans la région du Golfe d'une «redoutable flotte» d'appareils F-15 et F-16 en réponse aux mouvements de troupes irakiennes près de la frontière koweïtienne.

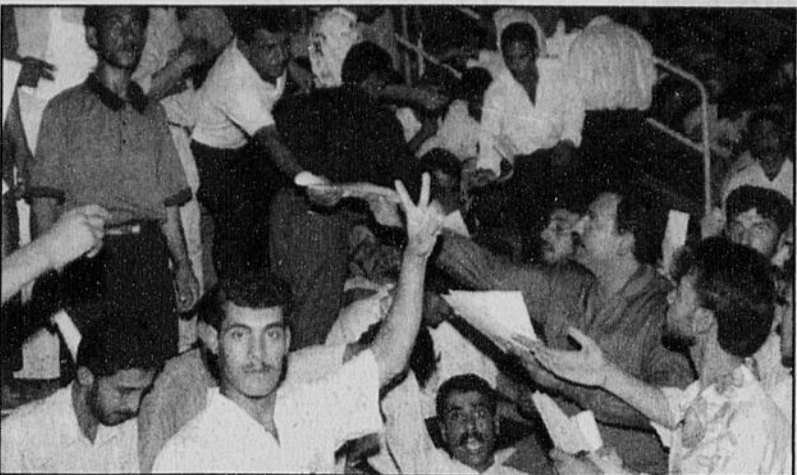
Cette force US, dépêchée des États-Unis et d'Europe comprend également des appareils anti-chars A-10 et des avions-radars Awacs, a

ajouté William Perry.

Au Pentagone, on précise que des dizaines d'avions ont reçu ordre de rejoindre les appareils basés en Arabie saoudite et en Turquie. Une avant-garde de 4000 soldats fait déjà route vers le Koweït, en plus des 2000 marines du porte-avion George Washington, accompagné de navires de guerre équipés de missiles de croisière Tomahawk.

Le George Washington est arrivé hier à Port Saïd, en Egypte, et devrait franchir lundi le canal de Suez pour se rendre en mer Rouge.

Malgré la menace d'une nouvelle invasion irakienne au Koweït, le Canada n'a pas l'intention pour l'instant de demander à ses ressortissants d'évacuer le pays. L'ambassadeur canadien au Koweït a néanmoins avisé les 600 Canadiens sur



Un militaire irakien distribue des formulaires à des jeunes pour les inviter à se joindre aux «commandos de Saddam».

place d'être prêts à quitter le pays si la situation se détériore.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a lancé une sévère mise en garde aux dirigeants irakiens.

«La principale chose que je voudrais dire à Saddam Hussein (et) aux Irakiens est qu'ils paieront un terrible prix s'ils sont assez fous pour de nouveau faire une erreur de calcul», a-t-il dit dans une interview donnée à Jérusalem et diffusée par la chaîne de télévision ABC.

Au Koweït, le ministre de l'Information, cheikh Saoud Nasser al Saoud al Sabah, a estimé que les Irakiens n'avaient pas, pour l'instant, une attitude offensive.

«Il y a eu des mouvements mais ils ne sont pas en position offensive. Lorsque de telles troupes sont en

place et qu'elles adoptent une attitude offensive, il est alors temps d'agir», a-t-il dit.

Hier soir, selon le Pentagone, les troupes irakiennes continuaient à se masser à 19 km de la frontière avec le Koweït.

Selon les Nations unies, des milliers d'Arabes apatrides ont également été massés du côté irakien de la frontière, sur l'ordre de Bagdad qui avait averti l'ONU qu'une manifestation «anti-Koweït» allait avoir lieu.

De son côté, le Koweït a déclaré la moitié nord de son territoire zone interdite à toute personne autre que militaire et a décidé de masser l'immense majorité de ses forces —15 000 de ses 18 000 hommes— dans cette région désertique, frontalière de l'Irak.

Jean Paul II défend les valeurs familiales devant 150 000 fidèles

Cité du Vatican (Reuter)

Le pape Jean Paul II a retrouvé ce week-end toute sa forme pour défendre les valeurs familiales devant 150 000 personnes venues de 130 pays pour assister, place

Saint-Pierre de Rome, à une messe en plein air en l'honneur de la famille.

Mère Teresa, prix Nobel de la paix 1979, ainsi que d'autres sommités de l'Église catholique, ont assisté à la messe donnée deux heures durant par le souverain pontife, assisté de 50 cardinaux et de 100 évêques.

Le Vatican avait organisé samedi un grand rassemblement sur la place Saint-Pierre pour célébrer l'année de la famille décrétée en 1994 par l'Onu. Quelque 70 000 personnes y ont assisté.

Après avoir dénoncé les menaces que l'avortement, la contraception, le divorce, la permissivité et le maté-

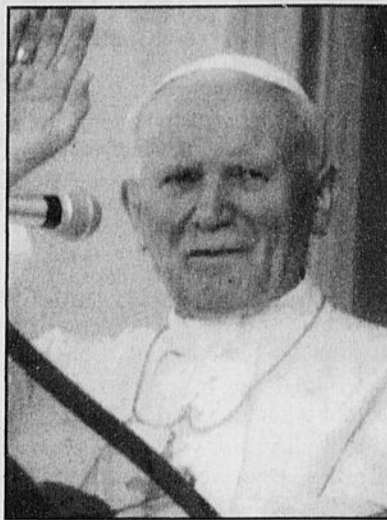
rialisme font peser sur la famille, Jean Paul II avait annoncé qu'il publierait son encyclique sur la vie, la 11e de son pontificat, d'ici la fin de l'année.

L'encyclique du pape réaffirmera sans doute l'opposition de l'Église catholique à l'avortement et la contraception et abordera des

questions d'éthique telles que l'euthanasie.

Une encyclique est une lettre solennelle adressée par le pape à ses évêques. Ses orientations sont en général suivies par la majeure partie des fidèles catholiques —ils sont 960 millions dans le monde.

Le pape a paru en forme aussi



La place Saint-Pierre de Rome a été animée, au fin de semaine, d'un grand rassemblement et d'une messe soulignant l'Année de la famille.

bien samedi qu'hier, parvenant même à s'exprimer sans avoir à lire le texte de son discours.

Il a répondu samedi à un de ses fidèles qui criait «Longue vie au pape» qu'il était jusqu'à présent en vie.

Les médecins du souverain pontife, qui craignaient pour sa santé, lui avaient ordonné, le mois dernier, de reporter son voyage aux États-Unis.

Le pape ne s'est pas encore totalement remis de son opération du fémur, en avril. Il se déplace depuis à l'aide d'une canne.

«La famille est en danger», a lancé le pape samedi. «Confrontés à la décadence culturelle et sociale actuelle, avons-nous de meilleure garantie que celle d'une famille unie pour faire face à la propagation de fléaux tels que violence, drogue, crime organisé?», a-t-il ajouté.

Le pape a ensuite estimé que le contrôle systématique des naissances était une forme de «néo-colonialisme» avant de reprocher à mots couverts aux Nations unies et aux pays développés de ne pas protéger suffisamment les valeurs familiales traditionnelles.

Le pape faisait vraisemblablement allusion à la conférence sur la population du Caire, en septembre dernier, où l'Église s'était vigoureusement opposée aux chapitres relatifs à la libéralisation de l'avortement et aux relations sexuelles hors mariage.

**ENTIÈREMENT REPENSÉE.
COMPLÈTEMENT REDESSINÉE.
MAIS LE VOLANT EST
ENCORE À GAUCHE.**



la nouvelle FIREFLY 9 995 \$*

La Firefly 3 portes 1995 a changé du tout au tout. En plus de son nouveau profil, elle possède maintenant **2 sacs gonflables**, une **cage de sécurité** et des **freins antiblocage en option**. Malgré cette métamorphose, certains éléments de base ayant fait leurs preuves depuis longtemps sont demeurés les mêmes. Comme les 4 roues, le volant à gauche et la **meilleure économie d'essence de l'industrie**.

Assistance ROUTIÈRE

GENERAL MOTORS GARANTIE TOTAL



* P.D.S.F. Taxes de vente, immatriculation et transport en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre.

Moulures latérales en option, à prix additionnel.

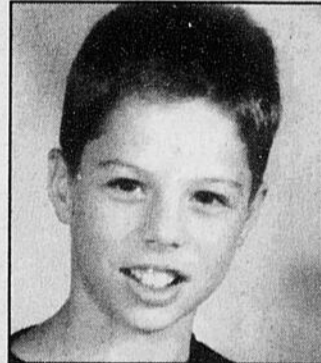
† Selon la première éventualité. Tous les véhicules neufs Pontiac 1995 sont couverts par la garantie GM TotalSM.

‡ L'Assistance Routière est offerte sur les modèles Pontiac 1995. Durée: 3 ans ou 60 000 km, selon la première éventualité.

73171

La Tribune

LE CAMELOT DE LA SEMAINE



FREDERICK BAILLEUL
Ecole St-François
Sec. I
Sherbrooke

Frédéric offre un excellent service à sa clientèle. Pour se garder en forme il évolue dans une équipe de hockey comme gardien de but. Il aimerait bien en faire carrière. Il possède un excellent caractère, il est très autonome montrant une grande maturité.

Félicitations et Bonne Chance!

Notre camélot de la semaine recevra un bon d'achat d'une valeur de 10\$ échangeable au restaurant Pacini.



Déjeuners servis tous les jours

2960, rue King Ouest
821-2654

69137